TL6321

Déclaration du porte-parole du Ministère des Affaires Etrangères à propos de la condamnation à perpétuité d'un Timorais à Dili.

Comme le Portugal le dénonce depuis un certain temps, c'est avec le plus imperturbable cynisme et au mépris des critiques proférées et des démarches de protestation entreprises que les autorités indonésiennes continuent d'offrir le triste spectacle des jugements et des conséquentes condamnations des civils timorais emprisonnés après le massacre commis contre eux, le 12 novembre dernier au cimetière de Santa Cruz.

Ce fut maintenant au tour de Gregório da Cunha Saldanha d'être condamné à perpétuité, accusé d'être le principal instigateur et organisateur de la manifestation réalisée ce jour-lá. Francisco Miranda Branco a été, il y a quelques jours, condamné à quinze ans de prison. Aucune pratique d'actes de violence ne leur a été imputée. Ils devraient donc, tout comme les autres timorais condamnés à de lourdes peines de prison, être libérés sans délai d'après les termes de la Declaration consensuelle de la Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies, du 4 mars dernier, souscrite expressément par l'Indonésie.

Le défi croissant lancé par l'Indonésie à la communauté internationale culmine par l'inhumaine et inique condamnation illégitimement proférée contre Gregório da Cunha Saldanha démontrant que les promesses faites pour calmer l'indignation causée par le massacre ne valent de rien et que son intention n'a jamais été d'assumer les engagements pris devant la Commission des Droits de l'Homme.

La répression exercée sur les propres victimes du Massacre de Santa Cruz est toujours aussi implacable tandis que les militaires qui en furent les auteurs sont condamnés à des peines symboliques dues à des fautes disciplinaires. L'enquête promise sur les circonstances qui ont entouré cette violence et sur une réelle attribution des responsabilités a donné lieu à ce résultat inacceptable et tragiquement grotesque, révélateur de la plus profonde mauvaise foi.

Le mépris ainsi manifesté par l'Indonésie à l'égard de sa propre parole ne peut donc continuer d'être ignoré par ceux qui, jusqu'à présent, ont essayé de justifier leur condescendance par les promesses du Gouvernement de Jacarta et les attitudes de "coopération" "révélées" par ce dernier après le massacre de Santa Cruz.

Fait à Lisbonne, le 2 juillet 1992.